

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 55 (1914), p. 221-228

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1914__55_221_0

© Société de statistique de Paris, 1914, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

VII

NÉCROLOGIE

M. ÉTIENNE CHALVET

M. Étienne CHALVET, administrateur honoraire de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, officier de la Légion d'honneur, est décédé à Paris, le 24 octobre 1913, à l'âge de soixante-treize ans.

Il appartenait à une famille de domanistes.

Son père, Antoine Charlet (1795-1865), après avoir été attaché à l'Administration, centrale, fut pendant près de vingt années directeur à Chaumont, puis à Toulouse et remplit ces hautes fonctions avec une compétence et une autorité auxquelles le professeur Demante a rendu un légitime hommage dans la préface de la première édition des *Principes de l'Enregistrement*.

Par sa mère, M. Étienne Chalvet était l'arrière-petit-fils de Pierre-Benoît Bauny (1753-1806), qui fut directeur et receveur général des Domaines et Bois du Roi, puis directeur de l'Enregistrement et des Domaines de la Marne, et le petit-fils de Louis-Marie-Benoît Bauny de Récy (1780-1856) qui termina sa carrière comme directeur au département du Calvados.

Après avoir fait de brillantes études, M. Étienne Chalvet entra dès 1859 dans l'Administration de l'Enregistrement, où l'avait déjà précédé son frère. M. Paul Chalvet (1).

Tout en poursuivant ses études de droit à la Faculté de Toulouse, dont il était plusieurs fois lauréat et devant laquelle il soutenait, avec un succès très remarqué, une thèse de doctorat sur le mandat, il gravissait avec rapidité les divers degrés de la hiérarchie administrative.

Après avoir été successivement receveur à Saint-Pierre-de-Chignac (Dordogne) et premier commis de direction à Toulouse, puis à Paris, M. Étienne Chalvet était, en qualité de vérificateur sans résidence fixe, chargé spécialement des travaux du contentieux à la direction de l'Enregistrement de la Seine. Mais les brillantes qualités qui le distinguaient le faisaient appeler bientôt à la Direction générale, où il entra, en 1872, comme rédacteur. Sous-chef dès 1876, il était nommé, en 1884, au grade de chef de bureau et chargé, l'année suivante, de diriger le bureau central. Les mérites exceptionnels dont il faisait preuve dans ces délicates et importantes fonctions le désignaient pour le poste d'administrateur, qu'il obtenait en 1890.

Admis par un décret du 4 mai 1902 à faire valoir ses droits à la retraite, M. Étienne Chalvet, qui, en récompense de ses éminents services, avait été élevé à la dignité d'officier de la Légion d'honneur, était, au moment de son départ, nommé administrateur honoraire.

Telle fut la carrière très brillante du fonctionnaire dont on s'est plu à reconnaître, non seulement le zèle éclairé et le dévouement absolu à ses fonctions, mais encore la vive intelligence, la science juridique et la rare faculté d'assimilation, et dont les travaux administratifs étaient remarquables tant par la sûreté du raisonnement que par l'élégance de la forme.

(1) M. Paul Chalvet devint chef du Personnel.

Plusieurs autres membres de cette famille de fonctionnaires occupèrent ou occupent encore des postes importants dans l'administration de l'Enregistrement : un oncle maternel de M. Étienne Chalvet, M. Albert Bauny de Récy, se distingua comme directeur des Domaines de la Seine; son cousin germain, M. René Bauny de Récy, qui termina sa carrière comme chef de bureau à la Direction générale, est l'auteur du savant traité du domaine public; enfin, un autre de ses cousins, M. Léon Bauny, est actuellement directeur au département de la Marne.

M. Étienne Chalvet était d'ailleurs entouré de la sympathie de tous ceux qui l'approchaient.

D'une haute stature, d'une tenue correcte et distinguée, il alliait à une parfaite courtoisie la plus grande bienveillance. Causeur érudit, il était recherché à raison tant du charme de sa conversation que de la droiture de son caractère. Ses avis, exposés avec une lumineuse clarté, étaient écoutés et suivis tant dans les réunions privées auxquelles il prenait part que dans les commissions où il était appelé à siéger. Il était membre de la Société d'Économie politique, de la Société de Statistique de Paris et de la Société d'Études économiques.

Enfin, il fut jusqu'au dernier jour de sa vie l'homme de devoir, bon et modeste, dont le souvenir restera dans le cœur de tous ceux qui l'ont connu.

Conformément au désir que M. Étienne Chalvet avait exprimé, aucun discours n'a été prononcé sur sa tombe.

(Extrait du *Journal de l'Enregistrement*, numéro de mars 1914.)

VIII

BIBLIOGRAPHIE

L'épargne en France, par M. Jean LESCURE, professeur agrégé à la Faculté de Droit de Bordeaux (1).

Notre collègue fait paraître une traduction de l'étude qu'il a consacrée à l'épargne dans la grande enquête organisée par le *Verein für Socialpolitik*, et, bien que ce travail ne soit qu'un résumé, il contient une masse de renseignements statistiques fort bien présentés comme le fait d'ailleurs toujours M. Lescure.

Dans une courte introduction, il montre l'évolution de l'épargne que l'on considérait autrefois comme une consommation *différée improductive*, tandis qu'aujourd'hui elle peut être assimilée en partie à une consommation *déviée productive* et dont le revenu est affecté seul à la consommation directe.

M. Lescure montre avec une clarté remarquable le rôle économique de l'épargne et combat avec beaucoup de raison les fameuses critiques de M. Leroy-Beaulieu et du jury de l'Exposition de 1900 au sujet de l'emploi des fonds des caisses d'épargne; on disait à tort que ces fonds employés en rentes, etc. étaient soustraits au commerce, à l'industrie, etc., et notre ami n'a aucune peine à montrer le sophisme contenu dans ces assertions.

Le chapitre consacré à l'étude de l'épargne en France est rempli de documents statistiques bien groupés et bien présentés qui permettent de suivre la formation des épargnes, leur vie et leur mortalité suivant une expression heureuse de M. Lescure.

La conclusion de l'ouvrage est celle d'un optimiste parce que M. Lescure voit le développement de notre puissance industrielle par l'emploi de nos 10 millions de chevaux-vapeur provenant de la houille blanche et il croit à une croissance continue de la puissance d'épargne de notre pays. La montée effroyable du montant de nos budgets annuels ne parviendra-t-elle pas à tarir cette source de notre vitalité? c'est la seule objection que je ferai à notre sympathique collègue dont le beau travail est à lire et à méditer.

A. BARRIOL.

* * *

(1) Un volume petit in-8 de 116 pages. Prix : 2^f 50. Librairie Sirey. Paris.

L'industrie et les industriels (1)

Dans ce livre, qui fait partie de la collection de la *Bibliothèque d'Économie politique*, dirigée par M. Daniel Bellet, notre confrère Yves Guyot, ancien ministre, président de la Société d'Économie politique, ancien président de la Société de Statistique, s'est attaché à mettre en lumière l'importance du rôle économique de l'industrie, et à montrer dans quelles conditions elle peut remplir le plus complètement la tâche qui lui est assignée dans l'organisation contemporaine.

Après avoir, en une intéressante introduction, rappelé l'hostilité témoignée il y a un siècle contre les inventions nouvelles par quelques esprits, pourtant distingués, et avoir marqué les merveilleux progrès réalisés de nos jours par la production, notre confrère donne, en un livre premier, intitulé le *problème de l'industrie*, un certain nombre de définitions : l'industrie, dit-il, est « l'art d'adapter les agents naturels aux besoins de l'être humain, de diminuer les obstacles que lui opposent l'espace et le temps, d'augmenter la puissance personnelle de l'individu, de lui donner le maximum de satisfaction avec le minimum d'effort » ; pour atteindre le but qu'elle poursuit, elle doit, faisant usage des capitaux fixes et circulants, chercher « à obtenir un prix de revient inférieur au prix de vente » ; ce problème se pose pour toutes les productions dans les mêmes conditions : aussi M. Yves Guyot donne-t-il, avant de l'examiner, une nomenclature complète des différentes industries.

Dans le livre second, notre confrère analyse les *rapports des capitaux fixes et circulants* : il montre que le perfectionnement du capital fixe, de l'outillage, des machines, « est une des caractéristiques de l'évolution humaine » et permet de tirer un parti plus avantageux des capitaux circulants, des matières premières, en même temps que l'utilisation des sous-produits et la localisation des industries amènent progressivement un nouvel abaissement du prix de revient.

Le livre troisième, consacré à l'étude du *capital dans l'industrie*, explique que « le capital n'est qu'une avance » que doit rembourser peu à peu le profit de l'entreprise, et contient d'utiles renseignements sur la répartition actuelle des capitaux dans les différentes industries françaises ; il envisage aussi le problème de l'exportation des capitaux nationaux : mais, sur ce point, notre confrère nous paraît avoir été trop bref... et aussi un peu trop paradoxal.

Dans le livre quatrième, M. Yves Guyot étudie le second facteur de la production industrielle, le *travail*. Il montre que, contrairement à l'opinion des socialistes, le patron n'est pas maître de la fixation du salaire, laquelle dépend principalement de la productivité du travail, et il combat, souvent avec d'excellents arguments, mais parfois aussi avec une exagération visible, la tendance actuelle qui pousse dans tous les pays les pouvoirs publics à intervenir à propos des contrats de travail et à accorder aux ouvriers une protection législative énergique.

Le livre cinquième compare le *prix de revient* et le *prix de marché* : notre confrère y observe que « le prix de la concurrence est toujours le plus bas » et ajoute que « tout industriel peut réduire presque indéfiniment son bénéfice à la condition d'augmenter indéfiniment son débouché ».

Dans le livre sixième et dernier, M. Yves Guyot, envisageant le résultat final de l'activité industrielle, examine les conditions dans lesquelles apparaissent *le gain et la perte* ; à ce sujet, il remarque que « le bénéfice est l'accroissement du capital pendant l'année », que « l'intérêt du capital et les autres charges financières font partie du prix de revient », que « la régularité du bénéfice n'existe pas dans l'industrie », et, enfin, que capitalistes et travailleurs ont tous intérêt à voir la production se développer, pour que leur rémunération, en valeur absolue, varie dans le même sens qu'elle (la part des travailleurs augmentant aussi en valeur relative, à la différence de la part des capitalistes).

(1) Un volume in-18, publié dans la *Bibliothèque économique de l'Encyclopédie scientifique* du Dr TOUROUSF, éditée chez Doin et fils, 8, place de l'Odéon, Paris. Prix, cartonne : 5 francs.

La conclusion générale se dégageant de l'ensemble du livre est nettement optimiste : l'intérêt des capitalistes et des travailleurs, des riches et des pauvres est absolument identique; tous doivent s'efforcer de développer la production industrielle; par conséquent, les pouvoirs publics ont, en tout cas, le devoir de pratiquer la politique du « laisser faire » et de respecter la liberté économique de chacun de la façon la plus rigoureuse.

Le livre de notre confrère contient d'excellents passages : adversaires du collectivisme, nous nous rencontrons avec M. Yves Guyot sur plus d'un point et nous reconnaissons comme lui que l'humanité entière profite du progrès industriel, du développement de la production. Mais nous ne saurions le suivre pleinement dans tous ses raisonnements : il force la note, à notre humble avis, quand il déclare systématiquement que l'intervention de l'État est mauvaise; il exagère aussi quand il paraît estimer que, sous un régime de laisser faire absolu, les hommes ne commettront plus aucun abus et sauront toujours discerner l'intérêt véritable de la société (qui, pourtant, est parfois en désaccord avec leur intérêt personnel immédiat).

Mais ces divergences de vues ne doivent pas nous faire oublier les réelles qualités du dernier livre de M. Yves Guyot : on apprendra beaucoup en le lisant, et c'est là le meilleur éloge qu'on puisse lui adresser.

Edmond THÉRY

* * *

La transformation économique de la Russie (1)

M. Edmond Théry a été chargé, en 1913, par MM. Clémentel, ministre de l'Agriculture, et Joseph Thierry, ministre des Travaux publics, d'une mission pour étudier en Russie les conséquences de la Réforme agraire russe et le Régime des chemins de fer en Russie.

M. Edmond Théry a reçu le meilleur accueil en Russie. Il vient de consigner dans un livre les résultats de sa visite et de ses études. Les chiffres qu'il donne constatent le grand développement de la Russie depuis 1902.

Nous avons l'habitude de gémir sur le peu de développement de notre natalité et de notre population. Mais quand les Allemands comparent le développement de leur population à celui du développement de la population russe, ils éprouvent le même ennui et ils font entendre les mêmes lamentations.

La population de l'Empire de Russie, à dix ans d'intervalle, montre les progrès consignés dans le tableau suivant :

Densité de la population de l'Empire russe

(En millions d'habitants)

Superficie (1.000 kil. carrés)	Divisions territoriales	1902	1912	Augmentation en 1912		Densités	
				Totales	Pour 100	1902	1912
—	—	—	—	—	—	—	—
4.889	Russie d'Europe	101,6	122,5	20,9	20,5	21	25
127	Pologne.	10,2	12,8	2,6	25,5	80	101
374	Finlande.	2,7	3,1	0,4	15,6	7	8
469	Caucase.	9,7	12,3	2,6	26,3	21	26
3.489	Asie centrale	8,8	10,7	1,9	22,0	2,5	3
12.394	Sibérie.	6,3	9,6	3,3	52,7	0,5	0,7
21.742	TOTAUX.	139,3	171,0	31,7	22,7	6,4	8

La moyenne de la densité de la population en Europe est de 46 habitants par hectare, en évaluant le total de sa population à 455 millions d'habitants. Celle de la Russie d'Europe est de 25, un peu plus de la moitié.

(1) Un volume in-8. *Études économiques et financières* (publication de l'Économiste Européen).

En comparant le développement de la population russe à celui des autres nations, M. Edmond Théry trouve les chiffres suivants :

« Entre 1900 et 1912, la population de l'Empire russe est passée de 135.600.000 habitants à 171.100.000, ce qui représente pour douze années un accroissement de 35.500.000 habitants, soit 26,2 %.

« Pendant le même laps de temps, la population de l'Allemagne s'est élevée de 56.400.000 à 65.800.000 habitants, c'est-à-dire a augmenté de seulement 16,7 %, et l'accroissement n'a été que de 15,9 % pour l'Autriche-Hongrie, de 10,7 % pour l'Angleterre, de 9 % pour l'Italie et de 2,1 % pour la France.

« Si ces diverses augmentations proportionnelles se maintenaient dans l'avenir, voici quelle serait la population respective de la Russie et des cinq autres grands États de l'Europe vers le milieu du vingtième siècle :

**Population éventuelle des grandes nations de l'Europe en 1924, 1936 et 1948
d'après l'augmentation constatée entre 1900 et 1912**

(En millions d'habitants)

Pays	Population réelle		Augmentation proportionnelle pour 100 en 1912	Population probable d'après l'augmentation entre 1900 et 1912		
	1900	1912		1924	1936	1948
Russie	135,6	171,1	26,2	215,9	272,5	343,9
Allemagne	56,4	65,8	16,7	76,8	89,6	104,6
Autriche-Hongrie	45,4	52,6	15,9	61,0	70,7	81,9
Angleterre	41,2	45,6	10,7	50,5	55,9	61,9
Italie	32,2	35,1	9,0	38,2	41,6	45,3
France	38,9	39,7	2,1	40,5	41,4	42,3
TOTAL des 5 puissances .	214,1	238,8	11,5	267,0	299,2	336,0

« Ainsi donc, les choses se passant pendant les trente-six prochaines années comme elles se sont passées entre 1900 et 1912, la population de la Russie, en 1948, se trouvera supérieure à la population réunie des cinq autres grandes nations de l'Europe.

« Il est possible que, sous l'influence du développement du bien-être qui se généralisera progressivement en Russie, la natalité de ce pays finisse par diminuer; ce phénomène s'est d'ailleurs produit dans d'autres pays de l'Europe; mais pendant un certain nombre d'années, l'amélioration de l'hygiène publique et des soins donnés à l'enfance — encore si négligés dans les campagnes russes, — balancera l'affaiblissement de la natalité et maintiendra à la race slave l'avance énorme qu'elle a déjà acquise sur les races saxonnes, anglo-saxonnes et latine. »

La Russie d'Europe représente une superficie de 5.390.000 kilomètres carrés, 54,1 % de la superficie totale de l'Europe. Mais le Caucase, l'Asie centrale, la Sibérie occupent 16.352.000 kilomètres carrés dont la moitié représente des terrains agricoles sans compter les richesses minières.

L'avenir de la Russie est donc plein de promesses.

La Réforme agraire de 1906 eut pour objet : Assurer aux paysans, considérés isolément, la propriété *individuelle* des parcelles du sol leur revenant dans le *Mir*, avec groupement de ces parcelles en lots d'un seul tenant, tout en leur facilitant l'acquisition d'autres terres.

Une fois le paysan devenu propriétaire individuel, il ne peut vendre son terrain qu'à un autre paysan, l'hypothéquer qu'à la *Banque des Paysans*, et, dans ce dernier cas, il est obligé d'utiliser entièrement l'avance reçue en achat de terres ou en amélioration de celles qu'il possède déjà.

La loi du 14 juin 1910 décide que nul individu ne peut acquérir une trop grande quantité de terres, une même famille n'ayant le droit de concentrer que les lots d'une trentaine de paysans au maximum.

Le Gouvernement russe a, de plus, accordé aux paysans des secours matériels et

organisé l'instruction agricole en formant un cadre d'agronomes qui conseillent les paysans et les aident à améliorer leurs cultures.

Le rendement est encore faible en Russie; voici comparé, en 1912, le rendement des céréales en Russie et en France :

Rendement des céréales

(Année 1912)

Produits	Russie		France	
	Superficie (1 000 hectares)	Rendement moyen à l'hectare (Quintaux métriq.)	Superficie (1 000 hectares)	Rendement moyen à l'hectare (Quintaux métriq.)
Froment.	28.847	6,8	6.555	13,7
Seigle.	29.514	9,0	1.212	10,8
Orge.	11.684	8,6	751	15,2
Avoine.	18.528	8,3	3.997	13,6
Mais.	1.653	12,1	480	13,4
Pommes de terre.	4.570	83,3	1.498	98,0
TOTAUX.	94.796	»	14.493	»

Le tableau suivant indique la production des deux périodes quinquennales :

Production et exportation du blé russe (*)

Années	Production 1.000 pouds	Exportations	
		1.000 pouds	1 000 roubles
1898	678.029	117.544	193.525
1899	653.989	107.107	99.263
1900	657.550	116.876	104.280
1901	667.132	138.580	122.730
1902	931.435	186.046	162.226
Moyennes de la période.	717.627	133.231	136.405
Milliers de quintaux.	117.547	21.823	364.000.000 fr.
1908	812.723	89.803	113.064
1909	1.182.092	314.469	384.336
1910	1.162.046	374.590	405.198
1911	742.738	240.544	256.824
1912	1.036.356	160.942	192.164
Moyennes de la période.	987.191	236.070	270.317
Milliers de quintaux.	161.702	38.668	722.000.000 fr.
Augmentations pour la dernière période.			
Milliers de quintaux.	44.155	16.845	358.000.000 fr.
	37,5 %	77,1 %	98,3 %

(*) Le poud pèse 16^{kg} 38.

L'année 1913 a donné 228 millions de quintaux.

M. Edmond Théry parle des progrès de l'exportation du froment, mais quoique le Russe consomme encore beaucoup de seigle, il consommera de plus en plus de froment au fur et à mesure qu'il aura plus d'aisance et que sa manière de vivre s'améliorera. En 1902, sur une récolte de 931.400 pouds, il en exporte 186.046; en 1912, sur une récolte de 1.036.356, il n'en exporte que 160.942.

M. Edmond Théry, qui est interventionniste par nature, a un regard sympathique pour le monopole de l'alcool.

« D'après l'exposé des motifs du budget de 1913, présenté par M. Kokowtsoff, pendant les dix-huit années du fonctionnement du monopole de l'alcool en Russie (1895 à 1912), les recettes de la régie se sont élevées à 8 milliards 664 millions de roubles (23 milliards 132 millions de francs), et les dépenses, y compris les frais de

premier établissement déboursés en 1893 et 1894 pour travaux d'organisation et d'installation, n'ont pas dépassé 2 milliards 446 millions de roubles (6 milliards 542 millions de francs). Le produit net s'établit donc à 6 milliards 218 millions de roubles (soit 345 millions de roubles par année ou 821 millions de francs) qu'il faut cependant ramener à 1 milliard 553 millions de roubles si l'on déduit de la recette globale le montant des droits d'accise que le Trésor aurait encaissés avec l'ancien système, montant qui se serait élevé à 4 milliards 665 millions de roubles.

« Bref, on peut dire que le monopole de l'alcool, outre les impôts proprement dits, a rapporté au Trésor, déduction faite de toutes ses dépenses de régie et autres, 4 milliards 146 millions de francs de profits industriels en dix-huit années, soit en moyenne 230 millions de francs par an.

« Mais cette moyenne est aujourd'hui considérablement dépassée, car, en 1911, le monopole des spiritueux a donné 776.748.000 roubles de recettes contre 187.803.000 roubles de dépenses, soit un produit net de 588.945.000 roubles contre 345 millions de roubles pour la moyenne 1895-1912; et pour l'exercice 1913, le projet de budget présenté par M. Kokowtsoff à la Douma prévoit 789 millions de roubles de recettes et 206 millions de roubles de dépenses, soit un *produit net* de 583 millions de roubles (1 milliard 556 millions de francs), représentant à la fois les droits d'accise et le profit industriel du monopole.

« La consommation générale s'est élevée de 40,7 %, mais la grosse part de cette augmentation revient à l'accroissement de la population de l'Empire, car la consommation individuelle n'a progressé que de 14,5 %. »

L'Empereur vient de rendre un ukase ayant pour objet de diminuer la consommation de l'alcool, ce serait très fâcheux pour le budget. La question est autre. Ce qu'il faudrait persuader au moujik, c'est d'espacer sur les jours de la semaine et sur les heures de la journée sa consommation d'alcool, tandis qu'il ne boit que de temps en temps, mais coup sur coup.

M. Edmond Théry examine ensuite l'industrie russe, le commerce russe, les chemins de fer en Russie et les finances russes. On voit tout l'intérêt que présente son livre qui est un excellent manuel pour tous ceux qui voudront se rendre compte de l'état économique de la Russie.

Yves GUYOT.

* * *

L'Albanie inconnue (1), par M. Gabriel LOUIS-JARAY.

M. Gabriel Louis-Jaray, dont les ouvrages sur la politique intérieure et extérieure de l'Autriche-Hongrie et sur le développement du socialisme dans l'Europe centrale avaient déjà obtenu un grand succès, non seulement par leur actualité, mais encore par leur solide précision, a donné un utile complément à ces études en rédigeant le récit de son voyage en Albanie.

Ce ne sont que des notes rapidement prises et publiées telles quelles, dans l'ordre où les choses se sont présentées au voyageur; mais celui-ci étant un observateur des plus clairvoyant et très exercé à porter son attention sur les points instructifs, sans se laisser absorber par les amusements, les fatigues ou les dangers de la route, cette vision sommaire d'une région assez variée n'est nullement dépourvue de l'ordre qui rend une lecture et facile et profitable.

Au sens propre comme au figuré, il y a beaucoup d'air, de lumière et de netteté dans ce livre. On s'élève, avec M. Louis-Jaray, de la plaine d'Uskub vers le plateau de Kossowo, puis, vers Ipek, la mystérieuse, enfin, vers les hautes montagnes de Kouksa et d'Orosch pour redescendre ensuite vers Scutari et Cettigné. Le paysage est décrit en quelques traits simples ainsi que les habitations et les costumes. L'auteur insiste davantage sur les moyens de communication très primitifs et sur ceux qui sont projetés, sur les relations très restreintes des Albanais entre eux ou avec leurs voisins, enfin, sur les conflits de races, si aigus et si gros de conséquences, qui agitent la péninsule balkanique et spéciale-

(1) Un vol. in-12 de 400 p., Hachette, éditeur, 1913.

ment l'Albanie du Nord. L'état de ce pays, comme l'a dit très justement à M. Louis-Jaray le cheik Adem, ressemble à peu près à celui dans lequel se trouvait la France il y a mille ans. L'industrie et l'agriculture n'y sont pas plus développées. Il n'en résulte pas que l'Albanie doive rester éternellement fermée aux influences de la civilisation occidentale, mais, pour introduire celle-ci, il faudra tenir compte de l'esprit xénophobe et traditionaliste des habitants. Dans une éloquente préface, dont il a fait précéder le livre de M. G. Louis-Jaray, M. G. Hanotaux insiste sur le rôle bienfaisant qui convient à la France pour ses relations avec cette partie de l'Orient si voisine de nous. E. B. D.
